

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 15 septembre 2015

Direction de l'instruction publique

48 2015.RRGR.82 Motion 030-2015 Müller (Berne, PLR) Renforcer la relation entre l'élève et l'enseignant ou l'enseignante

N° de l'intervention: 030-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.01.2015
Déposée par: Müller (Berne, PLR) (porte-parole)
Cosignataires: 9
N° d'ACE: 805/2015 du 24 juin 2015
Direction: INS

Renforcer la relation entre l'élève et l'enseignant ou l'enseignante

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures nécessaires pour que la moitié au moins des ressources du pool de leçons IMEP puisse servir à financer l'enseignement ordinaire (p. ex. enseignement par sections de classe, enseignement en tandem, etc.).

Développement :

A l'école obligatoire, l'enfant a aujourd'hui plusieurs personnes de référence. Cette évolution découle de l'intégration et des mesures pédagogiques particulières (IMEP) et du recours à des spécialistes en logopédie, thérapie psychomotrice, soutien pédagogique ambulatoire, etc. qui interviennent aux côtés de l'enseignant ou de l'enseignante « normale ».

Ce système n'est pas sans conséquences : la présence de plusieurs personnes de référence a un impact négatif sur la relation entre l'enfant et l'enseignant ou l'enseignante, alors qu'elle reste l'un des principaux facteurs de réussite de la scolarité. Le système constitue par ailleurs une pression supplémentaire pour les membres du corps enseignant. Trois ou quatre personnes ou plus encore peuvent ainsi exercer une influence sur la classe ou sur certains élèves sans toutefois exercer de responsabilité, celle-ci incombant à l'enseignant ou l'enseignante ordinaire ou au maître ou à la maîtresse de classe. L'organisation scolaire s'en trouve compliquée par un besoin de coordination accru. La Direction de l'instruction publique a déjà eu l'occasion d'observer ce phénomène, raison pour laquelle elle a lancé une expérience pédagogique intitulée « Des équipes pédagogiques au service des apprentissages ».

Il serait avantageux que ces ressources puissent être mises à disposition au titre de l'enseignement ordinaire. Les enseignants et enseignantes qui ont un contact régulier avec la classe doivent aussi en porter la responsabilité.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose donc d'une marge de manœuvre importante quant aux objectifs, aux moyens et aux autres modalités liées à l'accomplissement du mandat. La responsabilité de la décision incombe au seul Conseil-exécutif.

Le motionnaire demande au Conseil-exécutif de prendre les mesures nécessaires pour que la moitié au moins des ressources du pool de leçons IMEP puisse être utilisée dans le cadre de l'enseignement ordinaire.

Les leçons destinées à la réalisation des mesures pédagogiques particulières à l'école obligatoire, appelées leçons IMEP ou leçons OMPP, servent en premier lieu à soutenir les élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou présentant d'autres troubles ou handicaps. L'école obligatoire a pour principal objectif de stimuler tous les enfants de manière optimale. Les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers doivent par conséquent bénéficier d'un soutien adéquat.

Les personnes qui dispensent les leçons OMPP doivent disposer de connaissances spécialisées, notamment en ce qui concerne l'évaluation pédagogique et les projets éducatifs individualisés, ainsi que de la méthodologie et de la didactique spécifiques qui s'y rapportent. Les enseignants et enseignantes ordinaires n'ont pas obligatoirement suivi la formation complémentaire requise pour pouvoir dispenser un enseignement adapté aux besoins des élèves bénéficiant de mesures pédagogiques particulières. Il est possible d'acquérir ces connaissances particulières par exemple lors d'études de master en enseignement spécialisé ou en logopédie. Dans la mesure du possible et lorsque cela est judicieux, les leçons OMPP sont par conséquent dispensées dans le cadre de l'enseignement ordinaire par des enseignants et enseignantes spécialisés en la matière (membres du corps enseignant ordinaires ayant suivi une formation complémentaire). Cet enseignement intégré requiert une entente préalable entre les enseignants et enseignantes qui travaillent dans une même classe.

Le Conseil-exécutif comprend la requête du motionnaire. Le fait que beaucoup de membres du corps enseignant interviennent dans une classe peut avoir des répercussions sur la relation que ces personnes tissent avec les élèves et sur l'enseignement. Le Conseil-exécutif est cependant d'avis que c'est la qualité des relations entre les membres du corps enseignant et les élèves qui est déterminante pour une bonne ambiance en classe et non le nombre de relations. Par ailleurs, l'organisation de l'école et la mise à disposition de ressources sont en règle générale plus complexes et le travail de coordination plus important pour les directeurs et directrices d'école lorsque de nombreux enseignants et enseignantes travaillent dans la même classe.

Le Conseil-exécutif estime qu'il est essentiel que les membres du corps enseignant et les élèves entretiennent de bonnes relations. Les enseignants et enseignantes doivent en outre être déchargés d'une éventuelle surcharge de travail due à des causes structurelles.

Suite à la motion 093/2013 Steiner Brüttsch (Langenthal, PEV) « Expérience pédagogique de réduction du nombre d'enseignants et d'enseignantes par classe », le Conseil-exécutif a déjà approuvé, le 11 mars 2015, les moyens nécessaires pour l'expérience pédagogique « Des équipes pédagogiques au service des apprentissages ». Cette expérience pédagogique débutera à l'été 2015 dans environ 50 classes de dix écoles de différentes régions et durera jusqu'à l'été 2019. Dans ce cadre, les directions d'école auront la possibilité d'utiliser des leçons provenant du pool OMPP pour l'enseignement ordinaire et vice-versa. Elles pourront également autoriser les enseignants et enseignantes spécialisés à consacrer une partie de leur programme au conseil des enseignants et enseignantes ordinaires, en lieu et place de l'enseignement.

L'expérience pédagogique permettra de recueillir des connaissances quant aux effets de cette plus grande marge de manœuvre sur les écoles. Il s'agit avant tout d'étudier les effets sur

- la qualité de la relation enseignant-élève,
- l'enseignement ordinaire et le soutien apporté par une équipe interdisciplinaire aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers,
- la collaboration entre les enseignants et enseignantes,
- les conseils prodigués par les enseignants et enseignantes spécialisés,
- le nombre de membres du corps enseignant par classe,
- la possibilité d'utiliser des leçons OMPP pour l'enseignement ordinaire.

Le Conseil-exécutif ne souhaite pas anticiper sur les conclusions de l'expérience pédagogique. Sur la base de celles-ci, il examinera en temps opportun s'il faut accroître la grande marge de manœuvre dont disposent actuellement les écoles s'agissant de l'utilisation des ressources pour l'enseignement ordinaire et les mesures pédagogiques particulières. Le Conseil-exécutif est donc disposé à proposer l'adoption de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Bei diesem Geschäft handelt es sich um eine Richtlinienmotion. Es wird eine

reduzierte Debatte geführt. Die Regierung ist bereit, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen. Wird dies bestritten? – Das ist der Fall. Der Motionär hat das Wort.

Philippe Müller, Berne (PLR). Wie wir vorhin gehört haben, wurde die Integration etwas übertrieben. Dafür wurde der Normalbetrieb mit dem Klassenlehrer/der Klassenlehrerin vernachlässigt. Heute gibt es pro Klasse vier bis fünf Schulzimmer, was auch zu einer gewissen Platznot führt. Alle Spezialisten kommen: Spezialisten für Logopädie, für Psychomotorik, für integrative Förderung und DaZ (Deutsch als Zweitsprache) und weitere. Sie gehen mit den einzelnen Schülern in diese Klassenzimmer. Danach kommen die Schüler zurück in die Klasse, und belastet wird damit eigentlich der Klassenlehrer, der die Verantwortung hat, aber keinen Einfluss. Deshalb mein Anliegen, einen Teil der Ressourcen dieser IBE-Massnahmen als Ressourcen für die ordentlichen Lehrkräfte und deren Unterricht zur Verfügung stellt. Sie haben nun Gelegenheit, werte Damen und Herren, etwas gegen die übertriebene Integration der letzten Zeit zu machen und den normalen Schulbetrieb zu stärken. Es wird nun vorgebracht, es gebe einen Schulversuch, dem man nicht vorgehen soll. Das ist ein Stück weit eine Ausrede, denn erstens gibt es in anderen Bereichen auch keine Versuche, beispielsweise, wenn wir mehr Polizei wollen oder eine Umfahrungstrasse bauen wollen, und zweitens muss man mit der Umsetzung nicht bis 2019 warten. Zum Teil wird es jetzt schon so gehandhabt, dass Klassen den offiziellen Betrieb brauchen; die Lehrpersonen machen lieber Teamteaching als etwas mit Spezialisten. Es wäre deshalb gescheiter, dies direkt zu officialisieren. Aber die Lobby der Heilpädagoginnen usw. ist sehr stark. Stärken wir also die Person, die nahe bei der Klasse ist; kommen wir etwas weg von den integrativen Massnahmen und tun wir mehr für den normalen Schulbetrieb. Gekürzt wird nichts, es erfolgt lediglich eine Umlagerung.

Le président. Damit kommen wir zu den Fraktionssprechenden, die jeweils 2 Minuten Redezeit zur Verfügung haben. Einzelsprechern steht in der reduzierten Debatte keine Wortmeldung zu.

Eva Baltensperger, Zollikofen (PS). Im Namen der SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte ich vorausschicken, dass wir die Integration und die Inklusion möglichst aller Schülerinnen und Schüler in die Regelklassen nicht hinterfragen. Die Umsetzung von Artikel 17 des Volksschulgesetzes (VSG) vom 19. März 1992 hat jedoch eine Anzahl von «Hilfsmitteln» mit sich gebracht, die auch wir nicht alle als glücklich betrachten, zumindest in der Umsetzung nicht. Deshalb wird die Mehrheit der Fraktion sowohl einer Motion als auch einem Postulat zustimmen. Die möglichen Massnahmen haben zum Teil zu kritischen neuen Situationen geführt, wie sie Grossrat Müller in seiner Motion beschreibt. Auch wenn es vielleicht gar nicht so gedacht war, stört das Herausnehmen von Schülern aus den Klassen den Unterricht, braucht unter Umständen zusätzliche Einzelabsprachen zwischen zahlreichen Lehrpersonen und führt dazu, dass Kinder, die sich das eigentlich gar nicht leisten könnten, im Unterricht fehlen und sich dadurch wieder auf irgendeine Art den verpassten Stoff erarbeiten müssen; unter Umständen wieder mit fremder Hilfe. Auch die unnötig grosse Zahl von Lehrpersonen betrachten wir nicht als Mehrwert. Etliche von uns kennen Geschichten von Elternabenden, an denen sich bis zu sieben Lehrpersonen vorstellen, die sich für die optimale schulische Entwicklung der Kinder engagieren. Eine vertrauensvolle Beziehung mit einem so grossen Team von Erwachsenen aufzubauen, ist für Schülerinnen und Schüler oft nicht einfach und ist, wie gesagt, auch für die Lehrpersonen eine Herausforderung. Noch schlimmer finden wir jedoch die neue Stigmatisierung, die damit stattgefunden hat. (*Le président demande à l'oratrice de conclure.*) Wir sind der Überzeugung, dass in einer pädagogisch geführten Institution die Autonomie bestehen sollte, über diese Lektionen selbst zu entscheiden.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Es ist eine Tatsache, dass die Anzahl der Bezugspersonen pro Schüler an den Volksschulen zugenommen hat. Sicher wirkt sich die Vielzahl an Bezugspersonen grundsätzlich nicht immer positiv aus. Für die verantwortlichen Lehrpersonen in den entsprechenden Klassen kann dies zusätzliche Fragestellungen auslösen, die geregelt werden müssen. Die Lektionen zur Umsetzung der besonderen Massnahmen in der Volksschule – IBEM – dienen in erster Linie der Förderung von Schülerinnen und Schülern mit Lernschwierigkeiten. Teile des IBEM-Unterrichts erfordern jedoch spezielle Kenntnisse in verschiedenen Bereichen. Diese Voraussetzungen bringen viele Regellehrpersonen nicht automatisch mit, und sie verfügen nicht über die erforderliche Zusatzausbildung. Die integrierte Unterrichtsform erfordert vorgängig Absprache zwischen den verschiedenen Lehrpersonen, die an einer Klasse unterrichten. Eine gute

Beziehung zwischen Lehrpersonen und Schülern ist sicher wichtig. Ausgehend von der Motion 093-2013 Steiner Brüttsch (Langenthal, EVP), «Reduktion der Anzahl Lehrpersonen pro Klasse», wurde, wie wir bereits gehört haben, im Sommer 2015 an 10 Schulen mit zirka 50 Klassen ein Schulversuch gestartet. Aus diesem Versuch, der bis 2019 dauert, werden sicher Erkenntnisse über die Auswirkungen des erweiterten Gestaltungsraums für die Schulen gewonnen werden. Es macht Sinn, die Ergebnisse dieses Schulversuchs abzuwarten, bevor weitere Massnahmen eingeleitet werden. Deshalb kann die BDP-Fraktion einem Postulat einstimmig zustimmen. Falls der Motionär nicht wandelt, lehnen wir die Motion ab.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Der Titel der Motion klingt unglaublich gut, und das Anliegen ist im Interesse von allen. Wir wollen, dass unseren Schülerinnen und Schülern ein möglichst gutes Lernumfeld geboten wird. Dazu gehört eine gute Beziehung zwischen Schülerinnen/Schülern und Lehrpersonen. Eine solche ist unabdingbar. Der Motionär rennt mit diesem Vorstoss eigentlich offene Türen ein. Aufgrund einer Motion aus dem Jahr 2013, die mein Vorgänger, Daniel Steiner, eingereicht hatte, wurde im Sommer 2015 in zehn Schulen ein Pilotversuch gestartet. Dabei geht es genau um das Anliegen des Motionärs: nämlich zu ermitteln, wie und womit die Lernverhältnisse der ordentlichen Lehrkräfte mit den ihnen anvertrauten Schülerinnen und Schülern in der momentanen Schulsituation optimal gestaltet werden können. Dazu gehört auch, dass die Verwendung und die Aufteilung der IBEM-Lektionen betrachtet werden. Wir sind gespannt auf die Ergebnisse dieses Pilotversuchs und möchten ihnen nicht mit einer Entscheidung, wie sie der Motionär fordert, vorgehen.

Die Entscheidung, Speziallektionen ab sofort auch ordentlichen Lehrkräften zur Verfügung zu stellen, würde wahrscheinlich eine Gesetzesänderung erfordern. Zudem würden wir einem Teil der Schülerinnen und Schüler mit einem besonderen Förderungsbedarf die nötige Unterstützung entziehen. Der Lektionenpool für besondere Massnahmen wird voll ausgeschöpft; der Bedarf ist vorhanden. Und: Die Speziallehrkräfte erteilen nicht nur Speziallektionen. Sie erstellen beispielsweise auch Förderpläne für Schülerinnen und Schüler, die sie mit den Lehrern besprechen. Dies wiederum ist für die Lehrkräfte eine grosse Unterstützung und trägt zu einer effizienten und umfassenden Zusammenarbeit bei. Eine Kürzung der IBEM-Lektionen auf Kosten der Kinder, die darauf angewiesen sind, finden wir falsch. Schon gar nicht einverstanden erklären können wir uns mit der Forderung, dass mindestens die Hälfte der Lektionen anders eingesetzt werden sollen. Die Annahme dieses Vorstosses als Motion wäre aus unserer Sicht ein unausgereifter Schnellschuss.

Markus Aebi, Hellsau (UDC). Auch der SVP-Fraktion ist das Verhältnis Kind-Lehrkraft wichtig. Wenn ich mich an meine Zeit als Schulkommissionspräsident erinnere, war dies immer ein Thema. Wir stellten jedoch fest, dass Geld nicht der einzige Faktor ist. Die ganze Geschichte hat auch relativ viele weiche Faktoren. Ein weiterer Punkt sind verschiedenste Klassenverhältnisse, in denen unterschiedliche Schülerbedürfnisse vorhanden sind. Zudem haben wir vermehrt Teilzeit arbeitende Lehrkräfte, die zu dieser Situation beitragen. Wir sind der Meinung, dass der IBEM-Pool nicht der richtige Weg ist. Vielmehr müsste man die Gelder in der Hand der verantwortlichen Lehrkräfte belassen, damit sie zielgerichtet diese Mittel auch einsetzen können. Bekanntlich läuft aufgrund der Motion 093-2013 Steiner Brüttsch (Langenthal, EVP), «Reduktion der Anzahl Lehrpersonen pro Klasse» der erwähnte Schulversuch. Deshalb sagt die SVP-Fraktion einstimmig nein zur Motion. Einem Postulat könnte sie mehrheitlich zustimmen.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Wie andere Votanten bereits gesagt haben, handelt es sich im Grund genommen um ein gutes Anliegen, das auch in grünen Kreisen diskutiert wird. Weil das Thema im Moment sehr aktuell ist, wurde diesen Sommer auch der Schulversuch «Starke Lern- und Lehrbeziehungen» gestartet. Die BiK führte im vergangenen Jahr einen Weiterbildungstag in Zürich durch. Dabei wurde sie unter anderem detailliert über einen ähnlichen Schulversuch informiert, der in Zürich schon länger läuft. Das hat der Motionär Müller vielleicht nicht gewusst. Die Beziehung ist das A und O einer erfolgreichen Lernatmosphäre und einer erfolgreichen Lernlaufbahn. Das haben unterdessen wohl alle begriffen.

Weshalb nimmt die grüne Fraktion den Vorstoss nur als Postulat an? Uns ist der Vorstoss mit «mindestens die Hälfte der Ressourcen» zu konkret formuliert. Wir sind der Meinung, dass diejenigen Fachpersonen, die Heilpädagogik, Logopädie oder Psychomotorik studiert haben, ihr Spezialwissen weiterhin einbringen müssen. Es wäre kontraproduktiv, wenn mit der Annahme der Motion die Weichen gestellt würden, dass nur noch die Hälfte dieser Personen in der Berner Schule

gebraucht wird. Nun folgt mein wichtigstes Argument: Mir scheint, Philippe Müller widerspricht mit dieser Motion derjenigen Motion, die vorher behandelt wurde. Wenn er fordert, dass die Lehrpersonen, die ein dreijähriges PH-Studium absolviert haben, nebenbei auch noch gleich Logopädie, Psychomotorik oder DaZ unterrichten sollen, überlädt er aus unserer Sicht das Fuder eindeutig, denn damit könnten sie sich noch viel weniger den leistungsbereiten Schülerinnen und Schülern widmen.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Es wurde nun alles gesagt. Ich kann eins zu eins das Votum von Grossrat Feller übernehmen: Ich schliesse mich diesem Votum an. Die Fraktion glp wird ein Postulat unterstützen, für eine Motion reicht es leider nicht.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Deux minutes. Le motionnaire s'inquiète avec raison de l'ambiance de travail dans les classes dites générales. En effet, des élèves en grande difficulté ont besoin de soutien ambulatoire, d'appui, de logopédie, d'orthophonie, de thérapie psycho-motrice. Ces activités ont lieu en-dehors de la classe, ou à l'intérieur de celle-ci, suivant les cas. La classe est rarement complète, l'élève se sent entouré de plusieurs intervenants, il perd ses repères. Des problèmes comportementaux peuvent encore s'y ajouter. Cette situation, c'est le résultat de l'introduction de l'article 17 de la LEO, à savoir un modèle d'intégration pour tous les élèves d'après leur âge, leurs compétences. Que veut le motionnaire? Il désire prendre la moitié des moyens des ressources OMPP pour les donner directement à l'enseignant normal. Il veut renforcer le travail normal en classe. L'idée est bonne, mais il faut savoir que l'enseignement pour ces élèves en difficulté est donné par des spécialistes qui ont suivi une formation spécifique. L'enseignant normal, le généraliste, le Primarlehrer, ne peut pas donner ces leçons et ces appuis particuliers. Ce n'est pas son métier, ce n'est pas pour cela qu'il a choisi ce métier-là. Il faut donc réorganiser cet enseignement, la DIP l'a compris, elle a mis sur pied une expérience dans cinquante classes et dix écoles du canton jusqu'en 2019, ce que je regrette, c'est trop long. Cette expérience devrait montrer si l'aide aux maîtres ordinaires par le coaching d'autres enseignants est possible ou pas. On pourra recueillir alors les expériences et en tirer les conséquences. Le groupe PLR est partagé, suivant le débat qui est en cours. Personnellement, en tant que directeur et enseignant, je soutiendrai le postulat pour les motifs indiqués précédemment.

Le président. Grossrat Müller darf sich nicht mehr zu Wort melden; er kann mir lediglich noch signalisieren, ob er den Vorstoss in ein Postulat wandelt. – Er nickt. Damit wurde die Motion in ein Postulat gewandelt.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Da keine Differenz mehr besteht, fasse ich mich kurz. Ich möchte einfach noch auf Folgendes hinweisen: In der vorherigen Motion war die Rede von «l'intégration de *tous* les élèves», und auch Grossrat Grivel sprach soeben davon. Es gibt keine Verordnung, die besagt, dass *alle* Schüler integriert werden. Als ich mein Amt antrat, wurde von allen Seiten gefordert, endlich darzulegen, wie Artikel 17 des Volksschulgesetzes (VSG) umgesetzt werden soll. Artikel 17 VSG sagt aus, dass Schülern mit Lernschwierigkeiten «in der Regel der Besuch der ordentlichen Bildungsgänge» ermöglicht werden soll. Die 2008 gewählte Lösung überlässt es den Gemeinden, zu entscheiden, ob sie die Kleinklassen auflösen wollen oder nicht. Ich war gegenüber der Auflösung aller Kleinklassen skeptisch. Relativ rasch wurden dann effektiv mehr als die Hälfte aller Kleinklassen aufgelöst. Vielleicht ging es tatsächlich etwas zu schnell. Ich signalisierte den Gemeinden, dass sie Kleinklassen – die heute «Klassen zur besonderen Förderung» heissen – auch wieder eröffnen können. Es ist keinesfalls so, dass die Integration das einzige akzeptierte Schulmodell ist. Das wollte ich klarstellen. Abgesehen davon besteht keine Differenz mehr. Die Richtung, in die das sympathische Anliegen zielt, verfolgen auch wir mit dem Schulversuch. Wir können durchaus versuchen, ihn schneller auszuwerten – ein Wunsch, der von mehreren Votanten geäussert wurde.

Le président. Ich muss mich bei Grossrat Müller entschuldigen: Er hätte sich auch bei der reduzierten Debatte als Motionär noch einmal zu Wort melden dürfen, und zwar, weil er den Vorstoss wandeln wollte. Das war mir nicht bewusst. Sehr viel gibt es nun wohl nicht mehr zu sagen, aber Grossrat Müller hat das Wort.

Philippe Müller, Berne (PLR). Ich möchte nur eine kurze Bemerkung anbringen: Es geht nicht darum, dass die ordentlichen Lehrpersonen die Arbeit der Spezialisten übernehmen. Vielmehr soll eine andere Gewichtung vorgenommen werden, indem Teamteaching und abteilungsweiser Unterricht gemacht werden. Das sind die Dinge, welche die Lehrer machen können. Wenn es in Zürich bereits einen Versuch gibt, braucht es den Versuch im Kanton Bern umso weniger. Ich wollte eigentlich absichtlich vor dem Regierungsrat sagen, dass ich in ein Postulat wandle, denn das Anliegen ist mir zu wichtig. Es muss auf der Traktandenliste bleiben.

Le président. Wird das Postulat aus dem Rat bestritten? – Das ist der Fall. Somit stimmen wir darüber ab. Wer das Postulat Müller annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	99
-----	----

Non	2
-----	---

Abstentions	2
-------------	---

Le président. Der Rat hat das Postulat angenommen.